



MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION (RC)

Pouvoir adjudicateur exerçant la maîtrise d'ouvrage

PREFECTURE DE VAUCLUSE

Représentant du Pouvoir Adjudicateur (RPA)

Madame la préfète de Vaucluse

Conducteur d'opération

Direction départementale des territoires

Objet de la consultation

Révision du Plan de prévention du risque d'incendie de forêt (PPRIF)
des communes de Ménerbes et Puget (Vaucluse)

Élaboration des documents préalables à l'établissement du dossier
réglementaire.

Remise des offres

Date et heure limites de réception : 01/12/2023 à 17h00

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

Table des matières

ARTICLE PREMIER. OBJET DE LA CONSULTATION.....	3
ARTICLE 2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION.....	3
2-1. Définition de la procédure.....	3
2-2. Décomposition en tranches et en lots.....	3
2-3. Nature de l'attributaire.....	4
2-4. Variantes.....	4
2-5. Durée du marché et délais d'exécution.....	4
2-6. Modifications de détail au dossier de consultation.....	4
2-7. Délai de validité des offres.....	4
2-8. Dispositions relatives aux prestations intéressant la "Défense".....	4
2-9. Clauses sociales et environnementales.....	4
ARTICLE 3. DÉROULEMENT DE LA CONSULTATION.....	4
3-1. Documents fournis aux candidats.....	5
3-2. Composition de l'offre à remettre par les candidats.....	5
3-3. Documents à fournir par le candidat susceptible d'être retenu.....	6
ARTICLE 4. EXAMEN DES OFFRES ET NÉGOCIATION.....	6
ARTICLE 5. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DE L'OFFRE.....	7
ARTICLE 6 : RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES.....	8

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

Dans la suite du présent document, le pouvoir adjudicateur est désigné "Maître de l'ouvrage".

ARTICLE PREMIER. OBJET DE LA CONSULTATION

La mission confiée est de procéder aux études et d'élaborer les documents écrits et cartographiques préalables à l'établissement du dossier réglementaire de révision du Plan de prévention du risque d'incendie de forêt (PPRIF) des communes de Ménerbes et de Puget :

- éléments techniques du rapport de présentation :
 - cartes des aléas ;
 - cartes des enjeux ;
 - cartes des moyens de protection ;
- carte du zonage réglementaire ;
- éléments écrits et cartographiques nécessaires à l'établissement de la demande d'examen au cas par cas du plan de prévention ;
- textes du rapport de présentation présentant le contexte de chaque commune, explicitant la méthode utilisée pour l'établissement des documents et des cartes et les choix techniques retenus.

Le lieu d'exécution des prestations est le territoire de ces deux communes du département de Vaucluse.

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

ARTICLE 2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2-1. Définition de la procédure

La présente consultation est lancée selon la **procédure adaptée** définie aux articles L. 2120-1 2°, L. 2123-1, R. 2123-1, R. 2123-4 à R. 2123-6 du code de la commande publique.

A l'issue de la procédure, le maître d'ouvrage retiendra un titulaire, dans les conditions prévues à l'article 4 du présent règlement de consultation.

2-2. Décomposition en tranches et en lots

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches, les prestations ne sont pas réparties en lots.

2-3. Nature de l'attributaire

Le marché sera conclu :

- soit avec un prestataire unique ;
- soit avec plusieurs prestataires groupés solidaires.

2-4. Variantes

Sans objet.

2-5. Durée du marché et délais d'exécution

Les règles concernant la durée du marché et le délai d'exécution sont fixées dans l'acte d'engagement.

2-6. Modifications de détail au dossier de consultation

Le Représentant du Pouvoir Adjudicateur (RPA) se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation.

Celles-ci doivent être communiquées au plus tard 10 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

2-7. Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de 90 jours, il court à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

2-8. Dispositions relatives aux prestations intéressant la "Défense"

Sans objet.

2-9. Clauses sociales et environnementales

Sans objet.

ARTICLE 3. DÉROULEMENT DE LA CONSULTATION

Dans le cadre du développement durable, le pouvoir adjudicateur demande que le retrait du dossier de consultation se fasse de préférence par téléchargement sur le profil d'acheteur sur la plate-forme des achats de l'État (PLACE : www.marches-publics.gouv.fr).

Le dossier de consultation est remis à chaque candidat en un seul exemplaire.

Le mode de retrait du dossier de consultation ne conditionne pas le choix du mode de transmission de l'offre.

Les candidatures et les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française ainsi que les documents de présentations associés.

Il est rappelé que le ou les signataires doivent être habilités à engager le candidat.

Seul l'acte d'engagement sera daté et signé par le(s) représentant(s) qualifié(s) du/des candidat(s).

3-1. Documents fournis aux candidats

Le présent dossier de consultation est constitué par :

- l'avis d'appel public à la concurrence envoyé à la publication ;
- le présent règlement de la consultation (RC) ;
- l'acte d'engagement (AE) ;
- le bordereau des prix annexe à l'acte d'engagement, à compléter par le candidat ;
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses trois annexes.

3-2. Composition de l'offre à remettre par les candidats

Le dossier à remettre par les candidats comprendra les pièces suivantes :

dans un premier sous-dossier :

Les justifications à produire quant aux qualités et capacités du candidat :

1. l'imprimé de la lettre de candidature (formulaire DC1) complété dans toutes ses rubriques, daté et signé ;
2. le cas échéant, les pouvoirs de la personne signataire de l'offre si elle n'est pas un représentant légal de l'entité candidate ;
3. l'imprimé de déclaration du candidat (formulaire DC2) complété, daté et signé comprenant impérativement les renseignements suivants :
 - une liste de références des études similaires réalisées au cours des trois dernières années. À défaut de références, tous éléments de nature à justifier la capacité du candidat sont acceptés ;
 - une déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du marché, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles ;
 - une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années (en détaillant par type et cadre d'emploi) ;
 - une déclaration indiquant l'équipement technique dont le candidat et /ou les membres du groupement disposent pour la réalisation de marchés de même nature.
 - si que la liste des stages suivis au cours des deux dernières années
 - La liste des sous-traitants éventuels accompagnée du formulaire DC4
4. le cas échéant, une copie du jugement prononçant le redressement judiciaire :

Les formulaires DC1, DC2, DC4 sont téléchargeables sur le site internet du ministère de l'économie à l'adresse : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

dans un second sous-dossier :

– un projet de marché comprenant :

- l'acte d'engagement complété ;
- le bordereau des prix (annexe à l'acte d'engagement) complété daté et signé ;
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

– les documents explicatifs :

au projet de marché sera joint le mémoire justificatif et explicatif indiquant :

- les procédés envisagés (modes d'exécution détaillés de l'étude, plan de travail en nombre de journées relatives à chaque phase de l'étude) ;
- les moyens matériels et humains qui seront effectivement affectés à l'opération, en précisant les temps d'intervention des personnels chargés de l'étude et du responsable de l'étude ;
- les suggestions éventuelles du candidat.



L'absence du mémoire technique, entraînera obligatoirement le rejet de l'offre.

3-3. Documents à fournir par le candidat susceptible d'être retenu

S'il ne les a pas déjà fournis au stade du dépôt de la candidature, le candidat susceptible d'être retenu devra fournir, conformément aux articles R. 2143-5 à R. 2143-16 et R. 2144-1 à R. 2144-7 du code de la commande publique, tous les documents justifiant :

* de son inscription au RCS ;

* qu'il est à jour de ses cotisations fiscales et sociales (attestation de vigilance délivrée en ligne sur le site de l'URSSAF et l'attestation fiscale justifiant de la régularité de sa situation fiscale) ;

* qu'il n'a pas fait l'objet de condamnations et d'interdictions de soumissionner aux marchés publics ;

* qu'il est titulaire d'une police d'assurance professionnelle.

ARTICLE 4. EXAMEN DES OFFRES ET NÉGOCIATION

Seuls seront ouverts les plis qui ont été reçus au plus tard à la date et l'heure limites de remise des offres.

Les offres de chaque candidat sélectionné seront analysées.

Les offres irrégulières, inacceptables ou inappropriées au sens des articles L. 2152-1 à L. 2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du code de la commande publique, seront éliminées.

Après classement des offres conformément aux critères pondérés définis ci-après, l'offre économiquement la plus avantageuse est choisie par le RPA.

Critère d'attribution	Pondération
Valeur technique de l'offre, au regard du mémoire justificatif et explicatif de l'offre (article 3.2 du RC)	60 %.
Le prix des prestations	40 %.

Lors de l'examen des offres, le RPA se réserve la possibilité de se faire communiquer les décompositions ou sous-détails des prix, ayant servi à l'élaboration des prix, qu'il estimera nécessaires.

Si le candidat pressenti ne fournit pas les certificats, attestations ou déclarations mentionnés à l'article R. 2143-3 du code de la commande publique son offre sera rejetée. Dans ce cas, l'élimination du candidat sera prononcée par le RPA qui présentera la même demande au candidat suivant dans le classement des offres.

Le RPA pourra, à tout moment, ne pas donner suite à la procédure pour des motifs d'intérêt général. Les candidats en seront informés.

ARTICLE 5. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DE L'OFFRE

Les offres seront établies en euros et déposées électroniquement en une seule fois sur la plate-forme des achats de l'État (PLACE : www.marches-publics.gouv.fr).

Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même candidat, seule est ouverte la dernière offre reçue, par le maître de l'ouvrage dans le délai fixé pour la remise des offres. Les autres documents sont retournés au candidat sans être ouverts.

En cas de dysfonctionnement informatique, les candidats pourront exceptionnellement déposer l'offre sous pli cacheté. L'enveloppe portera l'adresse et les mentions suivantes :

<p>PRÉFECTURE DE VAUCLUSE Services de l'État en Vaucluse</p> <p>Direction Départementale des Territoires (DDT) Service Forêt, Risques et Crise (SFRC)</p> <p>84098 AVIGNON cedex 09</p> <p>Offre pour : Élaboration des documents préalables à l'établissement du dossier réglementaire de la révision du Plan de prévention du risque incendie de forêt (PPRIF) des communes de Ménerbes et Puget (Vaucluse)</p> <p>Nom du candidat ou des membres du groupement candidat^(*) : « NE PAS OUVRIR »</p>
--

(*) En cas de groupement, l'identité du mandataire sera précisée.

L'offre devra être adressée par pli recommandé avec avis de réception postal à cette adresse.

Elle pourra également être déposée en main propre, sur rendez-vous (Tel : 04 88 17 82 68 / 82 94), à l'adresse physique suivante.

Direction Départementale des Territoires de VAUCLUSE
Service Forêt, Risques et Crise (SFRC)
Pôle forêt et appui à la gestion de crise (PFGC)
Cité administrative, Avenue du 7ème génie
AVIGNON

L'offre devra parvenir à destination avant la date et l'heure indiquées dans la page de garde du présent règlement.

Les dossiers qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites fixées ci-dessus, ainsi que ceux remis sous enveloppe non cachetée, ne seront pas retenus ; ils seront renvoyés à leurs auteurs.

ARTICLE 6 : RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Pour obtenir tous les renseignements d'ordre administratif et technique qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des offres, une demande écrite à :

Services de l'État en Vaucluse
Direction Départementale de Vaucluse
Service Forêt, Risques et Crise (SFRC)
Pôle forêt et appui à la gestion de crise (PFGC)
Mme Chadœuf
84905 AVIGNON cedex 09

ou par courriel : isabelle.chadoeuf@vaucluse.gouv.fr
francois.di-betta@vaucluse.gouv.fr

Une réponse sera alors adressée en temps utile à tous les candidats ayant retiré ou reçu le dossier, au plus tard 7 jours avant la date limite de remise des offres.